



Syndicat de l'environnement,  
la forêt et l'agriculture

# Flash spécial ONF

Décembre 2020

## Situation nationale et dans les territoires

*Alors que 2020 pouvait marquer un tournant avec une prise en compte possible des enjeux forestiers par l'Etat, l'année se termine dans un contexte de menaces toujours plus fortes sur un ONF exsangue. Pourtant, plusieurs signaux encourageants montrent qu'une prise de conscience citoyenne et politique est en train de naître, et une résistance s'instaure face à la machine technocratique, destructrice pour l'emploi et pour la nature.*

***Dans cet élan, EFA-CGC trouve de nouvelles raisons de combattre le fatalisme et de s'investir pour une gestion des forêts publiques françaises à la hauteur des enjeux, et préserver la santé des hommes et des femmes de l'ONF !***

*Ce Flash spécial vous dresse un point d'actualité sur les évolutions en cours et les actions des représentants EFA-CGC, au niveau national et dans les territoires.*

## 2020 : prise de conscience démocratique de l'enjeu forestier

Après des années de réductions d'effectifs et de perte de sens des missions, des signes d'espoir sont apparus en 2020 :

- La [convention citoyenne pour le climat](#) a proposé de « pérenniser l'existence de l'Office National des Forêts (ONF) et d'en augmenter ses effectifs ».
- La députée Anne-Laure Cattelot, dans [son rapport commandé par le 1<sup>er</sup> ministre](#), a préconisé de consolider les effectifs dédiés à la forêt et la politique forestière.
- Le projet de Loi de finance 2021 avait été modifié en première lecture par les députés et les sénateurs, qui ont majoritairement voté contre une suppression de 95 ETP à l'ONF.

**EFA-CGC a soutenu de manière active toutes ces initiatives pour qu'émerge une politique forestière ambitieuse.**

De même, EFA-CGC a participé de manière constructive aux discussions stratégiques, en préparation du contrat Etat-ONF 2021-2025. [Notre contribution écrite](#) à ce sujet, très riche et documentée, a été saluée par toutes les parties. Le Plan stratégique 2021-2025 semblait un document ambitieux porteur de sens pour l'établissement.

## Le Directeur Général ONF : un capitaine qui saborde le navire ?

A l'approche de la fin d'année, tous les signaux douchent les espoirs des forestiers et des défenseurs de la nature :

- Des articles, d'une presse en général bien informée, révèlent **les intentions réelles du ministère du budget : externaliser les missions d'intérêt général**, revenir sur les amendements à la Loi de finance **et poursuivre les suppressions d'effectifs à l'ONF...**
- La discussion sur le contrat Etat/ONF est repoussée de semaine en semaine. Le premier projet transmis par la direction aux représentants de l'ONF n'est qu'une coquille vide sur le plan technique, et rien n'y figure sur les moyens. Toutes les informations qui circulent parlent de 500 suppressions d'emplois *minimum* sur 5 ans.
- Le directeur général clame à qui veut l'entendre qu'il ne voit aucune raison pour que les réductions d'effectifs ne se poursuivent pas à l'ONF !
- Comble d'hypocrisie, le Ministre du budget justifie devant l'Assemblée Nationale la baisse des effectifs de l'ONF au niveau de 120 emplois en dissimulant la responsabilité du Gouvernement derrière celle de la Direction Générale. Pourtant, il est apparent que le DG ne fait qu'appliquer, sans scrupules, les ordres ministériels sur les plafonds de masse salariale.

**Dans le même temps, la direction avance à marche forcée sur les projets de réorganisations dans les DT, et sur la filialisation des activités conventionnelles concernant 500 emplois.**

Tout cela se passe, alors que le contexte sanitaire Covid-19 ne permet pas des réunions efficaces pour traiter ces sujets avec humanité et que la crise sanitaire des peuplements forestiers nécessite toutes les ressources possibles.

Pour EFA-CGC, l'accumulation de ces informations à l'approche du Contrat Etat-ONF ne laisse aucun doute :

**Certains, en interne, comme au sein des tutelles, conduisent volontairement l'ONF dans une impasse, refusant d'envisager les modifications structurelles qui permettraient de lui donner un nouvel élan.**

**Mais cette voie n'est pas inéluctable !**

## Mobilisation d'EFA-CGC dans les instances nationales

Au niveau national, **le dialogue social est rendu stérile** par une direction qui poursuit dans sa logique habituelle de rouleau compresseur. Tous les représentants EFA-CGC agissent dans les différentes instances pour préserver les valeurs techniques et humaines qui font la marque de fabrique de notre syndicat. Dans la plupart des cas, **toutes les organisations syndicales œuvrent ensemble** face à la méthode sempiternelle du « fait accompli » qui voudrait nous faire accepter comme inéluctable des choix destructeurs pour les forêts et pour la santé des personnels !

### CSE Central du 09/12/2020 (salariés)

Nos représentants ont lu [une déclaration qui explique les principaux motifs d'inquiétude d'EFA-CGC](#) :

- les aspects techniques des orientations 2021-2025,
- les moyens humains et financiers qui se profilent pour cette période,
- les méthodes de la Direction pour mettre en place les évolutions.

Le principal point à l'ordre du jour (le contrat Etat-ONF) ayant été reporté par la direction, ce CSE vidé de sa substance s'est tenu sur quelques points d'information, notamment sur la filialisation, avec des réponses aux questions qui restent toujours aussi évasives sous couvert des expertises et réflexions en cours. Encore un sujet où la Direction avance en gagnant du temps, la « politique du fait accompli » est en marche !

### CTC central du 10/12/2020 (fonctionnaires et contractuels droit public)

Dans une démarche commune, tous les représentants des personnels ont demandé le report de ce CTC, refusant de cautionner la politique actuelle qui met en danger les personnels ainsi que la forêt. [Une déclaration intersyndicale](#) a été lue et la séance a été annulée, dans l'attente d'une présentation des éléments du contrat Etat-ONF.

### Conseil d'administration du 16/12/2020

Sous l'impulsion de la représentante au Conseil d'administration nommée par EFA-CGC, [une déclaration intersyndicale a été lue](#) pour s'ériger contre le projet catastrophique de budget 2021, qui contient 95 nouvelles suppressions de postes et ne propose que de recourir à un endettement encore plus massif pour faire face au déficit. Malgré le soutien de la FNB, de FNE et des Régions de France, le vote « contre » l'adoption du budget n'a pu être majoritaire, la FNCOFOR ayant préféré s'abstenir que de faire montre de courage dans ce moment crucial...

## Tour d'horizon de l'action d'EFA-CGC dans différentes DT/DR

Toutes les structures de l'ONF sont actuellement impactées par des réorganisations liées à la vague de 200 suppressions de postes au titre de l'année 2020. Les représentants des personnels dans les CTT (Comités Techniques Territoriaux), CHSCT (Comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail) et CSE (Comités Sociaux et Economiques) de chaque DT déploient toutes les actions possibles, dans le cadre de démarches intersyndicales, pour enrayer cette « machine à broyer les postes ».

### DT Grand-Est

Face à la suppression de 66 postes et de 10% des UT, le CHSCT a [demandé le recours à un expert agréé](#) pour étudier l'impact de ces bouleversements sur la santé des personnels. Refus de la direction, qui convoque un CTT dans la foulée pour entériner le projet. Saisie par les représentants du personnel, [l'Inspection du Travail émet une décision très rapide contre la direction](#), confortant la position du CHSCT. La réponse du DT révèle du passage en force: la direction accepte l'intervention d'un expert, mais sans changer le calendrier de suppressions de postes et de réorganisations, et cela au prétexte de préserver la santé psychique des personnels qui se projettent déjà dans l'organisation à venir ! **La politique du fait accompli...** ou comment justifier des décisions qui peuvent pourtant faire craindre des drames (accidents ou pire...)

Au niveau des salariés, le CSE a été très perturbé par l'absence de nombreux représentants qui ont refusé de siéger pour dénoncer l'absence de dialogue social.

*Dans le reste de la France, les instances se déclinent à peu près selon le même schéma, avec la même attitude de la part de la direction dans tous les cas.*

### DT Auvergne-Rhône-Alpes

Le CHSCT a également demandé une expertise agréée liée aux risques psycho-sociaux. Le CTT s'est tenu le 2/12 avec à l'ordre du jour la suppression 22 postes et la fusion des agences Savoie + Haute-Savoie. Le vote « unanimement contre » des représentants des personnels n'a pu avoir d'autre effet, face au rouleau compresseur administratif, qu'une re-convocation du CTT avec exactement le même projet, le jeudi 17/12.

### DT Bourgogne-Franche-Comté

Pas de projet de fusions d'UT en DT BFC, mais 22 suppressions de postes au programme. Le CHSCT n'a pu se tenir, suite à la demande d'une expertise agréée pour mieux prendre en compte les impacts des suppressions de postes. Le DT refuse

l'expertise avec les mêmes arguments que ceux de ses collègues (pourtant contredits par l'Inspection du travail en Grand-Est), ce qui met en lumière (si besoin était) la stratégie nationale de passage en force sans possibilité d'écoute des demandes légitimes des personnels.

## DT Centre-Ouest-Aquitaine

Le CHSCT a également demandé une expertise agréée. Face au refus du DT, [le CTT a lu une motion et a refusé de siéger](#). L'Inspection du Travail a été saisie par les représentants du CHSCT.

## DT Midi-Méditerranée

Ici aussi, le CHSCT a demandé une expertise agréée. Dans l'absence d'une réponse favorable, [le CTT a soutenu cette demande d'expertise dans une déclaration](#) et a refusé de siéger en première instance. Bien entendu, toute cela n'aura retardé que de quelques jours la suppression de 32 postes, le CTT étant reconvoqué dans la foulée.

## DT Seine-Nord

Le CHSCT a été consulté le 4/12 sur les suppressions de postes et les fusions d'UT. Une motion a été votée pour s'y opposer et demander une expertise agréée, refusée elle aussi par le DT. Le CTT convoqué ensuite n'a pas pu se tenir, les représentants ayant quitté la séance [après une déclaration](#).

Pour les salariés de droit privé : le 17/12, grâce à la mobilisation du représentant EFA-CGC, [les membres du CSE ont lu une déclaration et refusé de siéger](#), pour protester contre le projet de fusion d'UT et de suppressions de postes.

## Siège

Un projet de réorganisation du siège était sur la table à l'automne, sans aucune consultation des personnels. Devant le mécontentement des représentants des personnels au Comité technique (CTS), le projet a été suspendu.

Le CTS du 17/12 s'est tenu avec notamment un point sur la filialisation, un autre sur la situation Covid-19. Les représentants EFA-CGC ont produit [un compte-rendu complet qui témoigne de leur engagement](#) à défendre la santé et les conditions de travail des personnels !

## DR Réunion

Un [courrier intersyndical](#) a été envoyé aux députés et sénateurs de la Réunion pour alerter concernant le Contrat Etat-ONF. Suite à cette action, le Conseil Départemental de La Réunion a adopté [une motion de soutien à l'ONF](#) et a alerté le Premier Ministre.

## Conclusion

Suite au passage en force de la Loi de Finance 2021 qui rétablit les suppressions de postes et à l'adoption du budget 2021 par le Conseil d'administration de l'ONF, tout espoir n'est pas perdu.

Les soutiens s'expriment, aussi bien dans les rangs des parlementaires qui s'indignent du déni de démocratie que constitue ces orientations imposées par le gouvernement, mais aussi parmi des élus des Communes forestières qui ne comprennent pas l'abstention de leurs représentants au CA.

EFA-CGC reste mobilisé en interne à l'ONF, mais aussi et surtout en externe. Après des ministères de tutelles, des parlementaires, des médias et des autres partenaires, nous nous préparons à agir dès le mois de janvier. Nous aurons besoin du soutien de vous tous, nos adhérents, afin de peser de toutes nos forces pour que les enjeux forestiers et humains ne soient pas piétinés en 2021, d'une façon irrémédiable.

Un grand merci à vous toutes et tous, adhérents EFA-CGC, représentants dans les territoires, ou simples adhérents pour votre action, votre soutien.

**C'est compliqué de croire encore à un service public forestier de qualité lorsque rien ne semble pouvoir arrêter « la machine à broyer » technocratique et budgétaire, mais il n'est jamais trop tard :**

- **la force du collectif doit nous aider à porter ensemble nos valeurs pour chacun rester en accord avec nous-mêmes,**
- **il est encore possible d'éveiller la conscience de nos concitoyens et de nos élus sur les enjeux pour notre forêt et notre société.**
- 

**Prenez soin de vous, passez de belles fêtes de fin d'année malgré le contexte, et à bientôt !**

L'équipe d'EFA-CGC à l'ONF

